

Ce sont eux qui payent la note

Impact économique de la pandémie de COVID-19 sur les planteurs de cacao et les enfants en Côte d'Ivoire



Ce rapport est le fruit d'une collaboration entre Corporate Accountability Lab (CAL) et le Mouvement Ivoirien des Droits Humains (MIDH).

Suggestion de citation : Ce sont eux qui payent la note – Impact économique de la pandémie de COVID-19 sur les planteurs de cacao et les enfants en Côte d'Ivoire, Corporate Accountability Lab et le Mouvement Ivoirien des Droits Humains (Décembre 2021).

Photo de couverture : Enfants portant des fèves de cacao sur la tête. Décembre 2019.

©2021 Corporate Accountability Lab. Tous droits réservés. Tous les contenus présentés dans ce document ou sur cette page, y compris les documents téléchargeables, sont soumis aux conditions générales de la licence publique Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale International 4.0 et de la version 1.1 de l'Accord de licence d'utilisation commerciale CC+CAL.

Traduit de l'anglais par Sylvie Dassiou.

Conception Tutaev Design.

Table des matières

Résumé	2
Recommandations aux multinationales du cacao et du chocolat	5
I. Méthodologie	6
II. Impact de la pandémie de COVID-19 sur le prix du cacao et la chaîne d'approvisionnement du cacao : volatilité du marché et différentiel de revenu décent	7
La chaîne d'approvisionnement du cacao	7
Le différentiel de revenu décent (DRD)	10
III. Impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté des paysans	15
IV. Impact de la pandémie de COVID-19 sur la traite des enfants	18
V. Impact de la pandémie de COVID-19 sur le travail des enfants	24
VI. La voie à suivre	29

Résumé

Au printemps 2020, la pandémie de COVID-19 a bouleversé le commerce international. Partout dans le monde, les gens se sont « terrés chez eux » alors que les magasins, les écoles, les lieux de travail et les restaurants fermaient, que les voyages cessaient et que les chaînes d'approvisionnement (y compris celle du cacao) s'affolaient. Du jour au lendemain, les moyens de subsistance des planteurs de cacao, déjà précaires en temps normal, sont devenus encore plus incertains.

Depuis des décennies, les multinationales font d'énormes profits tandis que les cacaoculteurs vivent avec des salaires de misère. La plupart des paysans de Côte d'Ivoire ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté de 1,90 dollar par jour défini par la Banque mondiale. Avec des revenus aussi faibles, peu de planteurs parviennent à faire vivre leur famille, et encore moins à offrir à la main-d'œuvre adulte des salaires équitables. C'est pourquoi ils embauchent souvent des travailleurs migrants à des salaires extrêmement bas et comptent sur leurs enfants pour aider au travail des champs ; certains vont même jusqu'à acheter des enfants victimes de traite.

La pandémie de COVID-19 a eu de multiples conséquences sur la filière du cacao en Côte d'Ivoire. Ce rapport examine quatre aspects principaux.

1. Impact de la pandémie de COVID-19 sur le prix du cacao et la chaîne d'approvisionnement du cacao :

La combinaison de la pandémie de COVID-19 et de la mise en œuvre du différentiel de revenu décent (DRD) en octobre 2020 a entraîné la volatilité du marché du cacao pendant la plus grande partie de 2020 et 2021. En octobre 2020, les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana ont appliqué le DRD, une prime de 400 \$ par tonne de cacao en sus du prix de base à la ferme destinée à mieux rémunérer les planteurs. Toutefois, les grandes entreprises ont rapidement trouvé des moyens de ne pas payer le prix total, en achetant de grandes quantités de cacao sur les marchés à terme et en prétextant un ralentissement de la demande dû à la pandémie pour négocier des prix inférieurs avec le gouvernement ivoirien. Même si le DRD était toujours en vigueur au 2 novembre 2021, les entreprises ont réussi à négocier une baisse du prix global qu'elles doivent payer, privant ainsi la Côte d'Ivoire d'un revenu essentiel.

2. Impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté des paysans :

La première vague de la pandémie au printemps 2020 a entraîné une baisse des revenus des planteurs en raison des difficultés à produire et à vendre le cacao. Les planteurs sont si mal rétribués pour leur cacao que toute baisse de revenus les frappe très durement. Il devient alors difficile pour eux de nourrir leur famille ou de payer la scolarité de leurs enfants. Lorsque la Côte d'Ivoire a fermé ses

frontières en mars 2020, le pays a été confiné et la principale ville, Abidjan, isolée du reste du pays afin de contrôler la pandémie. Au cours de ces premiers mois, pendant la courte saison de culture, de nombreux cacaoculteurs ont eu du mal à produire et à vendre leurs fèves, et leurs revenus ont souvent été plus faibles que lors des saisons précédentes. La production a souffert de l'absence des travailleurs migrants originaires du Mali et du Burkina Faso, qui n'étaient plus autorisés à franchir la frontière pour se rendre dans les plantations de cacao, d'où une pénurie de main-d'œuvre. En outre, les producteurs ont eu du mal à se procurer des intrants, tels que les engrais et les pesticides qui améliorent le rendement des cultures. Les cacaoculteurs ont également dû se battre pour exporter et vendre leurs récoltes en raison des difficultés d'acheminement des fèves vers les ports d'exportation (pour eux comme pour les coopératives), d'autant plus que la ville d'Abidjan était coupée des zones cacaoyères.

3. Impact de la pandémie de COVID-19 sur la traite des enfants :

Malgré la fermeture des frontières entre la Côte d'Ivoire et le Mali et le Burkina Faso pendant la plus grande partie de 2020 et 2021, la traite des enfants vers la Côte d'Ivoire n'a pas cessé durant la pandémie, et beaucoup ont été victimes de travail forcé dans des plantations de cacao. Avec la fermeture des frontières, le trafic transfrontalier s'est enfoncé un peu plus dans la clandestinité, les enfants entrant en Côte d'Ivoire de nuit sur des motos-taxis plutôt que dans la journée par autocar. Une fois en Côte d'Ivoire, les pratiques n'ont guère changé pendant la pandémie, les enfants étant transportés par autocar vers les zones cacaoyères du sud. Ils étaient ensuite forcés à travailler dans des plantations sans rémunération, ou avec la promesse que leur salaire était remis aux trafiquants qui l'enverraient ensuite à leur famille. Bien qu'on ne connaisse pas le nombre d'enfants victimes de travail forcé, leur présence est observée dans toutes les zones cacaoyères de Côte d'Ivoire. Le durcissement récent des mesures prises par le gouvernement ivoirien, ainsi que les preuves recueillies lors de nos investigations, suggèrent que la traite des êtres humains et le travail forcé sont des problèmes permanents.

4. Impact de la pandémie de COVID-19 sur le travail des enfants :

L'impact réel de la pandémie sur le travail des enfants ne sera probablement pas connu avant plusieurs années, mais divers signes indiquent que celui-ci pourrait avoir augmenté au cours des premiers mois de la pandémie. Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé la Côte d'Ivoire en mars 2020, le pays a été confiné et toutes les écoles ont fermé pendant deux mois. Avant la pandémie, le nombre d'enfants astreints au travail était déjà élevé, et avait même augmenté dans la dernière décennie. Avec la fermeture des écoles de mars à mai 2020, de nombreux parents ont emmené leurs enfants avec eux dans les plantations pour les garder, ce qui a sans doute amplifié le phénomène à l'échelle nationale. Une fois sur la plantation, les enfants aidaient leurs parents de différentes façons, effectuant souvent des

travaux dangereux pour eux, comme utiliser des machettes, porter de lourdes charges ou pulvériser des pesticides. Lorsque les écoles ont rouvert en mai 2020, tous les enfants ne sont pas retournés en classe, de nombreux parents ne pouvant plus payer les frais de scolarité en raison de la baisse de production de cacao.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence des problèmes qui existent depuis des décennies dans la filière ivoirienne du cacao. Bon nombre d'entre eux sont dus au comportement des grandes entreprises qui achètent le cacao à un prix insuffisant et font peser le risque d'une mauvaise récolte – ou d'une pandémie mondiale – sur les cacaoculteurs, qui vivent déjà sous le seuil de pauvreté de la Banque mondiale. Afin de traiter les problèmes de volatilité des marchés du cacao, de pauvreté des paysans, de travail forcé et dangereux des enfants, les grandes entreprises doivent prendre en charge les risques et les responsabilités en assurant la transparence de leurs chaînes d'approvisionnement jusqu'à la plantation, en payant un revenu décent et en s'engageant dans des contrats à long terme.

Recommandations aux multinationales du cacao et du chocolat

1. Ces grandes entreprises doivent veiller à la transparence de leurs chaînes d'approvisionnement et rendre les données accessibles au public.

Ceci implique de divulguer publiquement les informations concernant l'ensemble des coopératives, *pisteurs* et plantations auprès desquelles elles s'approvisionnent. Alors que de nombreuses grandes entreprises ont fait un premier pas en divulguant les noms des coopératives auprès desquelles elles s'approvisionnent, elles doivent encore publier les informations sur leurs chaînes d'approvisionnement directes jusqu'à la plantation, et fournir des informations de sourcing complètes sur leurs chaînes d'approvisionnement indirectes. Les entreprises qui ne disposent pas de ces données doivent immédiatement prendre des mesures pour tracer leurs chaînes d'approvisionnement jusqu'à la plantation et rendre ces informations publiques.

2. Les grandes entreprises doivent payer immédiatement la totalité du différentiel de revenu décent (DRD) et des primes nationales, et doivent se rapprocher du prix garantissant un revenu décent dans les dix-huit prochains mois.

Le Voice Network a évalué le prix de base à la ferme pour un revenu décent en Côte d'Ivoire à 3 166 dollars américains par tonne métrique de cacao produit, soit bien au-dessus du prix de base de 2021-22 de 1 450 dollars par tonne métrique. La pauvreté extrême oblige les cacaoculteurs à recourir à des formes de travail illégal pour survivre, et parfois même simplement pour payer les dettes de la saison précédente. Cela fait des décennies que les entreprises chocolatières achètent le cacao au prix de production ou en dessous. Ces entreprises doivent payer un prix suffisamment élevé pour permettre aux planteurs de produire du cacao en toute légalité tout en faisant vivre leur famille.

3. Les grandes entreprises doivent offrir aux cacaoculteurs des contrats à long terme à prix fixe.

Les paysans supportent la charge de la volatilité des marchés, qu'elle résulte du prix des matières premières ou des fluctuations de la demande. Cela génère de la précarité économique et de l'endettement, qui sont des facteurs de travail forcé et de travail dangereux des enfants. Les contrats à long terme et à prix fixe renvoient la majorité du risque général lié aux marchés des planteurs sur les entreprises, le risque de volatilité restant étant réparti entre des acteurs de la chaîne d'approvisionnement qui sont mieux placés pour l'absorber. Cela permet une plus grande stabilité et davantage de responsabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

I. Méthodologie

Corporate Accountability Lab (CAL) a élaboré ce rapport en partenariat avec l'organisation non-gouvernementale ivoirienne Mouvement Ivoirien des Droits Humains (MIDH). Ce rapport est basé sur des recherches documentaires et trois enquêtes sur le terrain menées en 2020.

Les investigations se sont concentrées sur la région frontalière du nord de la Côte d'Ivoire, voisine du Mali et du Burkina Faso, et les différentes régions de culture du cacao de Côte d'Ivoire. Tout au long de notre enquête, nous nous sommes entretenus avec des responsables de coopératives, des paysans, des enfants, des enseignants, des membres de la communauté, des employés de compagnies de bus et des soldats. Ce rapport rassemble les informations recueillies lors de ces investigations, qui ont toutes eu lieu pendant la pandémie de coronavirus. Le fait que ces investigations aient été menées durant la pandémie a probablement eu un impact sur notre capacité à interagir avec certaines personnes, ainsi que sur la manière dont nous avons été perçus par les communautés. Certaines personnes étaient réticentes à l'idée de parler à des étrangers durant cette période, craignant d'être contaminées par la COVID-19. Par ailleurs, les voyages étant limités, notre équipe était plus visible, ce qui a modifié la perception et le comportement des communautés à notre égard.

Ce rapport n'a pas de valeur représentative sur le plan statistique. Il est basé sur des conversations et des observations. Son objectif est de permettre de mieux comprendre l'impact de la pandémie sur les planteurs de cacao, les travailleurs de la filière, les enfants et d'autres membres des communautés qui cultivent le cacao. Il vise également à expliquer comment les multinationales du cacao et du chocolat ont répondu (ou pas) à la crise.



II. Impact de la pandémie de COVID-19 sur le prix du cacao et la chaîne d'approvisionnement du cacao : volatilité du marché et différentiel de revenu décent

La chaîne d'approvisionnement du cacao

L'industrie du chocolat pèse des dizaines de milliards de dollars, et sa valeur a dépassé les 137 milliards de dollars en 2019.¹ Et pourtant, la majorité des planteurs de Côte d'Ivoire, le plus grand pays producteur de cacao du monde,² a des revenus inférieurs au seuil de pauvreté de 1,90 \$ défini par la Banque mondiale.³ La pauvreté des paysans est le résultat direct des prix bas auxquels les multinationales achètent le cacao.⁴ Avec des revenus aussi faibles, les planteurs sont souvent dans l'incapacité de payer des salaires décents à leurs employés. Parvenant à peine à s'en sortir, ils embauchent parfois des travailleurs migrants originaires du Mali ou du Burkina Faso, qui acceptent des salaires de misère et sont considérés comme les « acteurs les plus marginalisés de la chaîne d'approvisionnement du cacao. »⁵ Certains planteurs comptent aussi sur les membres de leurs familles, y compris leurs enfants, et ont parfois recours à des formes de travail illégal, notamment à la traite des enfants.

1 Global Chocolate Market Report 2020: Market to Reach US\$182.090 Billion by 2025, Increasing from US\$137.599 Billion in 2019, ResearchAndMarkets.com, 7 décembre 2020, <https://www.businesswire.com/news/home/20201207005451/en/Global-Chocolate-Market-Report-2020-Market-to-Rreach-US182.090-Billion-by-2025-Increasing-from-US137.599-Billion-in-2019--ResearchAndMarkets.com#:~:text=The%20global%20chocolate%20market%20is,food%20products%20across%20the%20globe>.

2 CorporateAccountabilityLab, *Empty Promises: The Failure of Voluntary Corporate Social Responsibility Initiatives to Improve Farmer Incomes in the Ivorian Cocoa Sector*, juillet 2019, p. 1, <https://static1.squarespace.com/static/5810dda3e3df28ce37b58357/t/60f195f189c21a24009bd762/1626445305506/Empty+Promises+Report+2019+Final+1.pdf>. La Côte d'Ivoire produit environ 2,1 millions de tonnes de cacao par an. Antonie C. Fountain & Friedel Huetz-Adams, *Cocoa Barometer 2020*, 2020, p. 22, <https://www.voicenetwork.eu/wp-content/uploads/2020/12/2020-Cocoa-Barometer.pdf> [ci-après *Cocoa Barometer*].

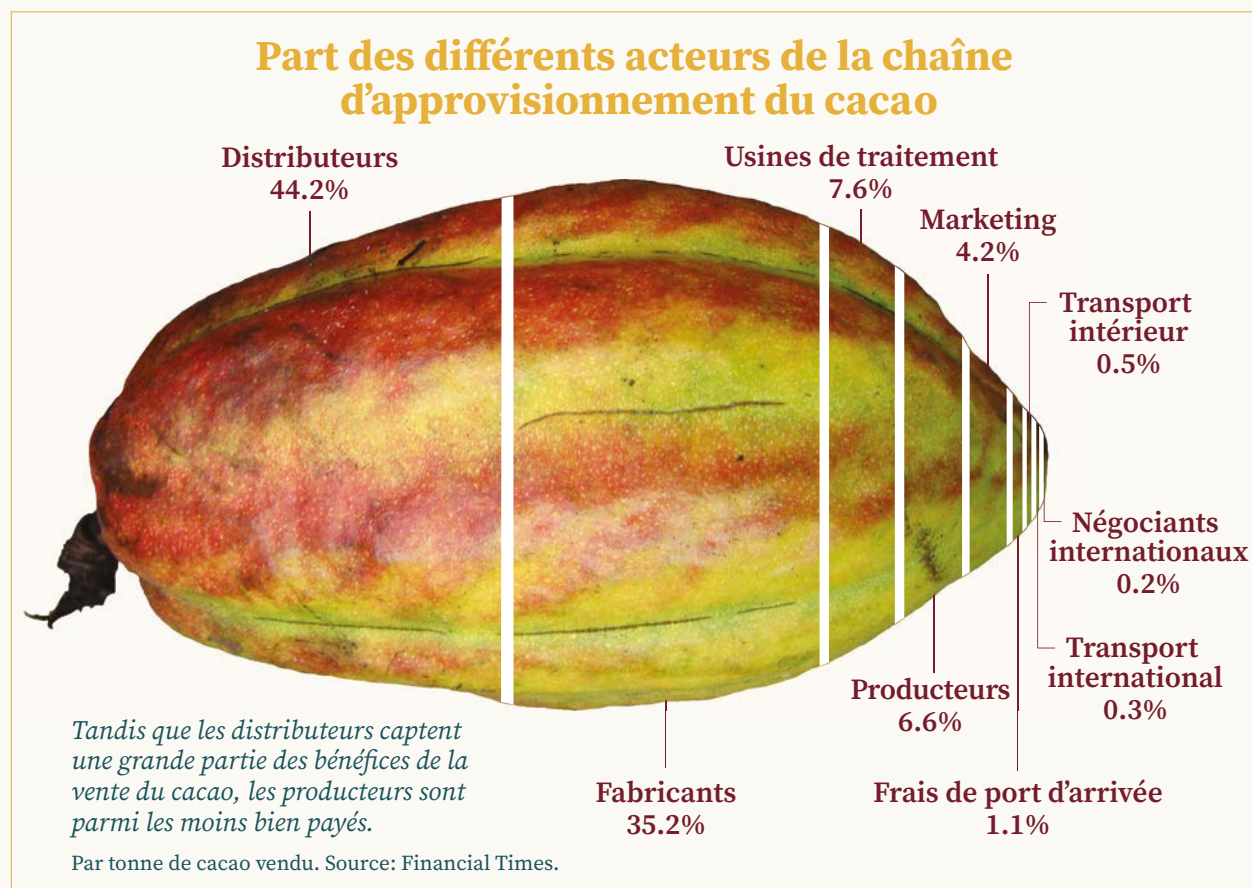
3 Les revenus des cacaoculteurs dépendent de plusieurs facteurs, notamment de la taille de leur plantation, du prix de base à la ferme pour une saison donnée et de la quantité de cacao produite chaque année. Malgré les écarts constatés, on estime que de nombreux cacaoculteurs en Côte d'Ivoire gagnent moins d'un dollar par jour. Voir, ex., Ghovind Bhutada, *Cocoa's bittersweet supply chain in one visualization*, WORLD ECONOMIC FORUM, 4 novembre 2020, <https://www.weforum.org/agenda/2020/11/cocoa-chocolate-supply-chain-business-bar-africa-exports/> [ci-après *Cocoa's bittersweet supply chain*]. La Banque mondiale définit le seuil de pauvreté à 1,90 dollar. Voir, ex., R. Andres Castaneda Aguilar, et al, *September 2020 global poverty update from the World Bank: New annual poverty estimates using the revised 2011 PPPs*, WORLD BANK BLOGS, 7 octobre 2020, <https://blogs.worldbank.org/opendata/september-2020-global-poverty-update-world-bank-new-annual-poverty-estimates-using-revised>.

4 *Cocoa Barometer*, supra note 2, pp. 7-8.

5 International Labor Rights Forum, *The Fairness Gap: Farmer Incomes and Root Cause Solutions to Ending Child Labor in the Cocoa Industry*, décembre 2014, p. 3, https://laborrights.org/sites/default/files/publications/Fairness%20gap_low_res.pdf ("[T]hese workers are even more impoverished than the producers that employ them. Since smallholder farmers make poverty incomes themselves, they have very little leftover to pay their hired laborers. Field research in Côte d'Ivoire revealed that hired workers receive poverty level wages. ILRF surveys revealed that hired workers receive between \$209 and \$1045 per year, which is far below the minimum wage set by the government (around \$4 per day, or \$1460 per year, although it is set lower for agricultural workers).").

En dépit de leurs énormes bénéfices, les entreprises du cacao et du chocolat externalisent une bonne partie de leurs coûts de production, les transférant aux pays producteurs, aux cacaoculteurs et aux acteurs les plus vulnérables de la chaîne d'approvisionnement du cacao. Selon une étude de 2016, lorsque le prix des fèves de cacao en Côte d'Ivoire était de 1,59 \$ (1,35 €) le kilo, les coûts externes s'élevaient à 6,79 \$ (5,75 €) le kilo, pour un « prix total réel » de 8,38 \$ (7,10 €) le kilo de cacao, soit quatre fois le prix payé à l'époque.⁶ Cet écart a été majoritairement attribué au sous-paiement de la main-d'œuvre et aux sous-salaires des travailleurs familiaux, à la déforestation et à la dégradation des sols, ainsi qu'au recours au travail forcé et au travail des enfants.⁷

Les prix bas auxquels les grandes entreprises achètent les fèves de cacao contribuent également au fait que les paysans ne bénéficient que d'une infime partie de la valeur du cacao dans la chaîne d'approvisionnement. Les cacaoculteurs ne perçoivent que 6,6 % du prix d'une barre chocolatée, tandis que les fabricants comme Nestlé et Mars gagnent en moyenne 35,2 % et les distributeurs, tels que les supermarchés, 44,2 %.⁸ Le faible pourcentage revenant aux producteurs met en évidence la précarité de la situation économique des cacaoculteurs et la répartition inégale des profits dans la chaîne d'approvisionnement.

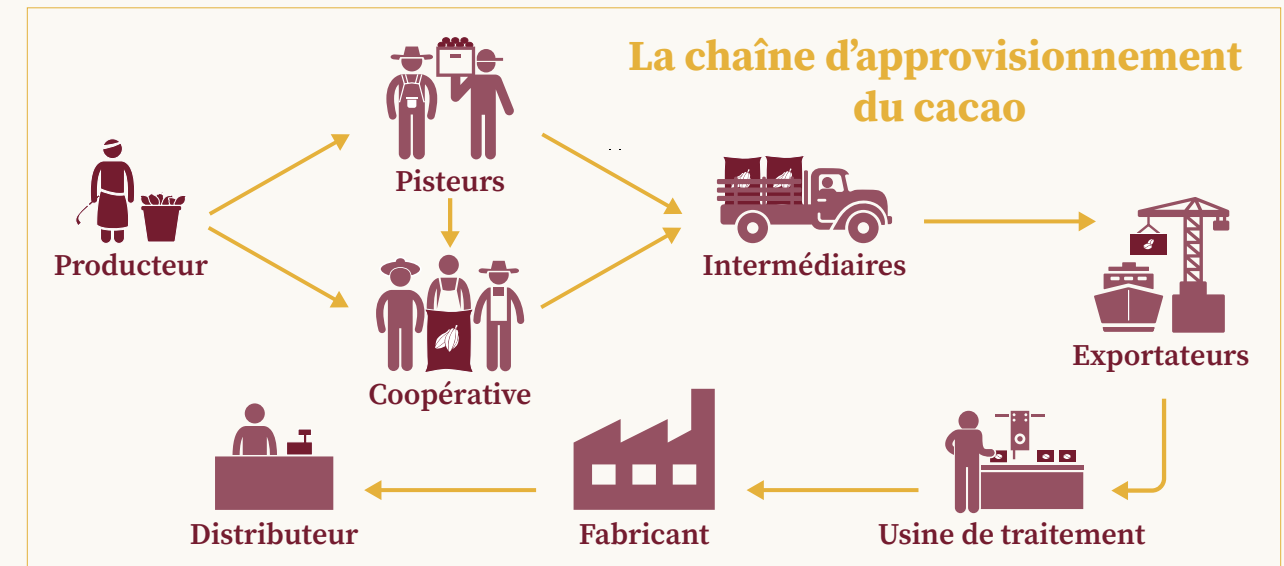


6 IDH & True Price, *The True Price of Cocoa from Ivory Coast*, 2016, p. 3, <https://trueprice.org/wp-content/uploads/2016/03/TP-Cocoa.pdf>.

7 *Id.*

8 *Cocoa's bittersweet supply chain*, *supra* note 3.

La chaîne d'approvisionnement du cacao est longue et opaque. Les producteurs vendent souvent leur cacao à des coopératives (ou à des intermédiaires appelés *pisteurs* qui vendent aux coopératives), celles-ci vendant à leur tour les fèves à d'autres intermédiaires qui les acheminent jusqu'aux ports pour l'exportation. Après avoir exporté le cacao, les exportateurs le vendent à des usines de traitement qui nettoient, torrèfient et broient les fèves pour produire de la liqueur de cacao, du beurre de cacao ou des tourteaux de cacao.⁹ Une fois traité, le produit du cacao est vendu à des fabricants (souvent des marques) qui produisent des barres chocolatées, des pépites de chocolat, du chocolat pâtissier et d'autres produits chocolatés.



Entre 50 et 80 pour cent du cacao est toujours acheté par le biais de canaux non officiels plutôt que par l'intermédiaire de coopératives.¹⁰ Certains planteurs vendent une partie de leur cacao à des coopératives et le reste à des pisteurs, tandis que d'autres vendent parfois en leur propre nom le cacao d'un autre cultivateur afin de percevoir une prime d'une coopérative certifiée.¹¹ Les *pisteurs* se rendent souvent dans les villages et les plantations de cacao et achètent directement les fèves aux paysans, contournant ainsi le système des coopératives. Certains payent le cacao en espèces, parfois à un prix inférieur au prix de base à la ferme,¹² le prix plancher défini par le gouvernement ivoirien pour toute vente de cacao. Ce cacao est généralement mélangé avec du cacao d'autres plantations et coopératives, ce qui rend le traçage impossible, favorisant

9 *Id.*

10 *Cocoa Barometer*, *supra* note 2, p. 30 (déclarant que "approximately half of the cocoa is still bought via indirect supply chains and the involved companies do not know its origin. Therefore, they do not know if the cocoa comes from illegal plantations in protected areas or is connected to human rights abuses."); Oliver Nieburg, *Fair game: How effective is cocoa certification?* Confectionerynews.com, 20 décembre 2017 (mis à jour 28 septembre 2021), <https://www.confectionerynews.com/Article/2017/12/20/Fair-trade-How-effective-is-cocoa-certification> (déclarant que "[o]nly 20-30% of cocoa farmers in the main growing nation Cote d'Ivoire are part of a group or co-op...").

11 *Cocoa Barometer*, *supra* note 2, p. 43.

12 Abdel El Makhoulfi, et al., *Towards a Sustainable Agro-Logistics in Developing Countries: The Case of Cocoa's Supply Chain in San Pedro Region/Cote D'Ivoire*, 77, Amsterdam University of Applied Sciences, septembre 2018, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/735521553488355096/pdf/Towards-Sustainable-Agrologistics-in-Developing-Countries-Cocoa-Supply-Chain-in-Cote-D-ivoire.pdf>.

ainsi l'apparition de formes illégales de travail et de dégradations de l'environnement (y compris le travail forcé des enfants et la culture dans des forêts protégées) dans ces chaînes d'approvisionnement indirectes.

Le différentiel de revenu décent (DRD)

Depuis mars 2020, le prix du cacao ivoirien a énormément fluctué. Après une augmentation due à l'application du différentiel de revenu décent (DRD), il a chuté au cours du printemps et de l'été 2021. Les gouvernements ivoirien et ghanéen régulent le prix le plus bas légalement autorisé pour le cacao en fixant pour chaque saison un prix de base à la ferme.¹³ Le prix de base est le prix minimal auquel les entreprises peuvent acheter les fèves de cacao, mais beaucoup se comportent comme s'il s'agissait d'un prix plafond plutôt que d'un prix plancher. Les entreprises peuvent payer un prix plus élevé, ce qu'elles font dans de rares cas.¹⁴

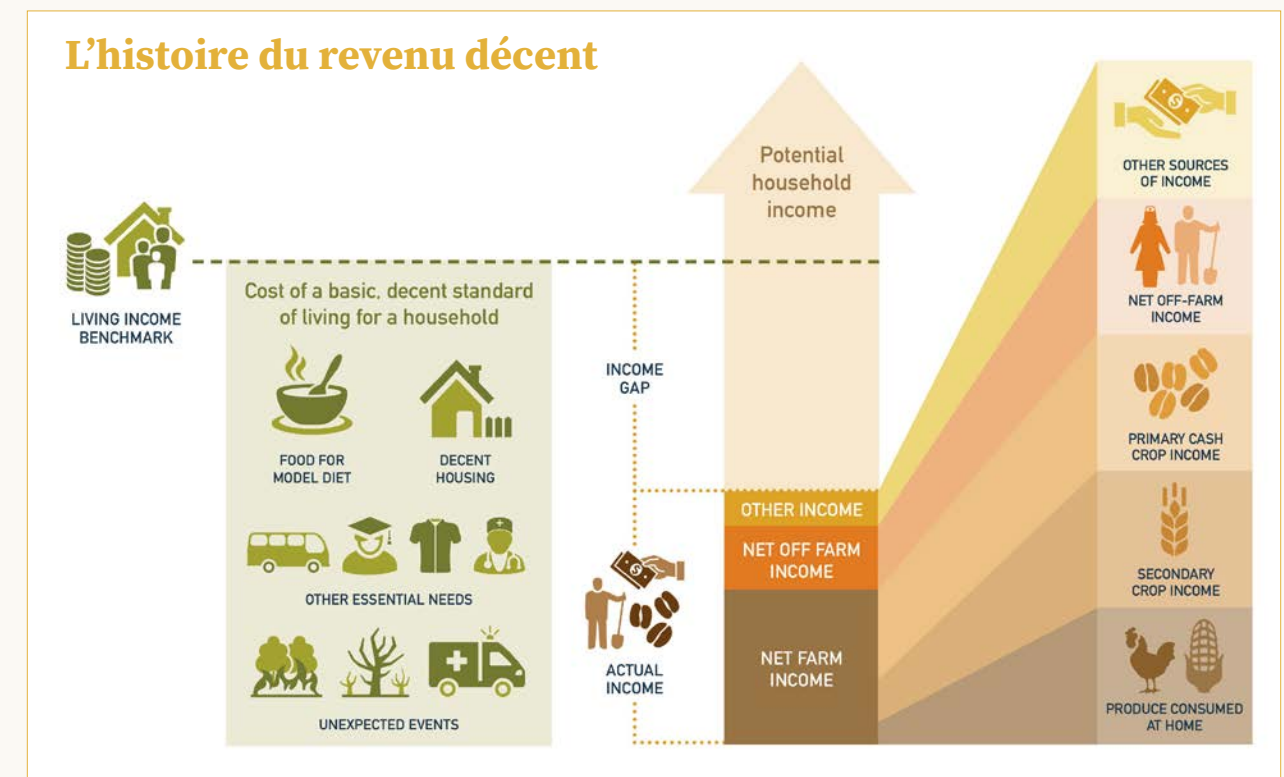
En 2019, les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana ont annoncé leur intention de mettre en œuvre le DRD en octobre 2020.¹⁵ Le DRD ajoute 400 \$ par tonne au prix de base du cacao dans le but de mieux rémunérer les producteurs.¹⁶ Malgré la volatilité du marché du cacao causée par la pandémie, le DRD est entré en vigueur en octobre 2020, augmentant le prix de base du cacao ivoirien de 21 % à 1 000 francs CFA (1,80 \$) le kilo, soit 1 800 \$ la tonne.¹⁷ Grâce au DRD, les planteurs ont gagné environ 20 % de plus pendant la principale saison de culture de 2020-2021 que lors de la récolte de mi-saison 2020, soit 70 % du prix plancher de 2 600 \$ par tonne.¹⁸

L'augmentation de prix a été significative pour les planteurs de cacao durant la principale saison de culture de 2020, mais cela n'était en réalité qu'un premier petit pas et n'a pas permis aux paysans d'avoir un revenu décent, défini comme

le revenu annuel net nécessaire à un foyer, dans un endroit particulier, pour offrir un niveau de vie décent à tous les membres de la famille. Ceci inclut notamment l'accès à la nourriture, à l'eau, au logement, à l'éducation, aux soins de santé, au transport et à l'habillement, ainsi que d'autres besoins essentiels, y compris la capacité à faire face à des événements inattendus.¹⁹

13 D'autres pays producteurs de cacao, dont le Nigéria, le Cameroun et l'Indonésie, déterminent les prix soit en fonction des forces du marché, soit en fonction des prix à l'importation. Voir Nienke Oomes et al., *Market Concentration and Price Formation in the Global Cocoa Value Chain*, pp. 42, 97, 15 novembre 2016, SEO AMSTERDAM ECONOMICS, https://www.tonysopenchain.com/resources/uploads/2019/03/2016-79_Market_Concentration_and_Price_Formation_in_the_Global_Cocoa_Value_Chain.pdf.
 14 Tony's Five Sourcing Principles, Tony's Chocolonely, <https://tonyschocolonely.com/us/en/our-mission/serious-statements/the-5-sourcing-principles>; ABOCFA, Uncommon Cacao, <https://www.uncommoncacao.com/abocfaghana>.
 15 Le Conseil Café Cacao (CCC) régule le prix du cacao en Côte d'Ivoire. Tout comme son pendant ghanéen, la Ghana Cocoa Board (COCOBOD), le CCC fixe les prix du cacao et du café à l'exportation.
 16 Maytaal Angel, et al., *Ivory Coast, Ghana strike first cocoa deals with living income premium*, REUTERS, 13 septembre 2019, <https://www.reuters.com/article/cocoa-west-africa-pricepremium/ivory-coast-ghana-strike-first-cocoa-deals-with-living-income-premium-idUSL5N2644FR>.
 17 Ange Aboa, *Ivory Coast raises 2020/21 cocoa farmgate price by 21%*, REUTERS, 1 octobre 2020, <https://www.reuters.com/article/us-cocoa-ivorycoast/ivory-coast-raises-2020-21-cocoa-farmgate-price-by-21-idUSKBN26M79F> [ci-après *Ivory Coast raises 2020/21 cocoa farmgate price by 21%*]; *Cocoa Barometer*, supra note 2, p. 22.
 18 *Ivory Coast raises 2020/21 cocoa farmgate price by 21%*, supra note 17.
 19 *Cocoa Barometer*, supra note 2, p. 39, en citant Global Living Wage Coalition, Living Income, <https://www.globallivingwage.org/about/living-income/>.

Selon le Voice Network, pour que les cacaoculteurs perçoivent un revenu décent, le prix de base à la ferme du cacao en Côte d'Ivoire doit atteindre au moins 3 166 \$ pour la saison 2021-2022.²⁰



Source: Living Income Community of Practice

Par ailleurs, l'augmentation des prix a été de courte durée. Tandis que de nombreuses grandes entreprises soutenaient publiquement le DRD, certaines essayaient discrètement de l'affaiblir.²¹ Ces sociétés ont prétexté la chute apparente de la demande de chocolat durant les premiers mois de la pandémie pour éviter de payer le DRD.²² Selon les médias, malgré l'impact négatif de la pandémie sur de nombreux secteurs, la consommation de chocolat a en réalité augmenté durant cette période, car les gens se sont offert de petits plaisirs à savourer chez eux. De

20 Voice Network, "Necessary Farm Gate Prices for a Living Income: Existing Living Income Reference Prices are Too Low Consultation Paper for the 2020 Cocoa Barometer," janvier 2020, p. 2, <https://www.voicenetwork.eu/wp-content/uploads/2020/01/200113-Necessary-Farm-Gate-Prices-for-a-Living-Income-Definitive.pdf> [ci-après *Necessary Farm Gate Prices for a Living Income*]; *Cocoa Barometer*, supra note 2, p. 52.
 21 Maytaal Angel & Ange Aboa, *UPDATE 1-Ghana, Ivory Coast threaten to suspend cocoa companies' sustainability schemes*, REUTERS, 20 novembre 2021, <https://www.reuters.com/article/cocoa-poverty-conference/update-1-ghana-ivory-coast-threaten-to-suspend-cocoa-companies-sustainability-schemes-idUSL1N2I60LS>.
 22 La demande a régressé au début de la pandémie, pendant le second trimestre 2020. Cependant, les ventes ont rebondi à la fin du troisième trimestre 2020. La société Hershey, par exemple, a vu le revenu de ses ventes augmenter de plus de 4 % en 2020, malgré une chute de 19 % de ses ventes de boissons. Voir, ex., Emiko Terazoo & Neil Munshi, *Choc waves: how coronavirus shook the cocoa market*, FINANCIAL TIMES, <https://www.ft.com/content/37aa0ac8-e879-4dc2-b751-3eb862b12276> [ci-après *Choc waves*]; *Coping with Covid-19: Candy and chocolate sales surge during coronavirus*, VENDING TIMES, 1 septembre 2020, <https://www.vendingtimes.com/news/candy-and-chocolate-sales-surge-during-coronavirus/>; Lydia Dishman, *How Hershey's Turned Uncertain Times Into Sweet Success*, Chamber of Commerce, janvier 5, 2021, <https://www.uschamber.com/co/good-company/the-leap/hersheys-pandemic-growth>; voir aussi *Sweet Insights: State of Treating 2021*, National Confectioners' Association, https://candyusa.com/wordpress/wp-content/uploads/2021/03/2021_State-Of-Treating_Bite-Sized-Taste.pdf.

nombreuses grandes entreprises ont fait en 2020 des profits supérieurs à ceux de 2019, ce qui suggère que la demande s'est accrue, au moins pour les principales marques de chocolat.²³

L'augmentation de leurs profits en 2020 n'a pas empêché certaines entreprises d'essayer d'éviter de payer le DRD. Hershey a été l'une des premières grosses sociétés à trouver un moyen de contourner l'obligation de déboursier 400 \$ supplémentaires par tonne pour une partie de son cacao. En novembre 2020, Hershey a commencé à acheter du cacao sur l'Intercontinental Exchange (ICE Exchange),²⁴ pour atteindre finalement les 30 000 tonnes.²⁵ Ceci a été une manœuvre surprenante, car les entreprises chocolatières achètent généralement du cacao physique aux négociants et aux usines de traitement.²⁶ En fait, Hershey a acheté une telle quantité de cacao que l'entreprise a dû obtenir une autorisation spéciale de la bourse pour cette transaction.²⁷ Hershey aurait économisé environ 200 \$ par tonne de cacao en achetant les fèves sur le marché à terme.²⁸

La tentative d'Hershey d'éviter de payer des prix plus élevés aux planteurs de cacao a déclenché une bataille entre les pays producteurs et l'entreprise. Fin novembre 2020, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont provisoirement suspendu tous les programmes de « durabilité » de Hershey,²⁹ des programmes qui « certifient » que le cacao serait produit sans recours au travail forcé ni atteinte à l'environnement, et permettent aux entreprises de vendre leur chocolat plus cher.³⁰ Le Ghana et la Côte d'Ivoire ont accusé Blommer, une entreprise installée à Chicago qui traite une grande partie du chocolat de Hershey, d'avoir aidé Hershey à échapper au paiement du DRD.³¹ (Les pays d'Afrique de l'Ouest ont réinstauré les programmes de durabilité en décembre 2020.)³²

23 *Pandemic pumped up 2020 chocolate sales: Packaged Facts*, CANDY INDUSTRY, May 24, 2021, <https://www.candyindustry.com/articles/89745-pandemic-pumped-up-2020-chocolate-sales-packaged-facts> (stating that a report by Packaged Facts found a 12 percent increase in chocolate sales in 2020 to \$27 billion); "Tectonic shift" in confectionery purchasing during COVID-19 as sales hit US\$36.7B, highlights NCA, FOOD INGREDIENTS 1ST, Mar. 12, 2021, <https://www.foodingredientsfirst.com/news/tectonic-shift-in-confectionery-purchasing-during-covid-19-as-sales-hit-us367b-highlights-nca.html> (stating that sales of chocolate grew 4.2 percent in 2020); *Hershey Reports Fourth-Quarter and Full-Year 2020 Financial Results; Provides 2021 Outlook*, PRNEWswire, Feb. 4, 2021, <https://www.prnewswire.com/news-releases/hershey-reports-fourth-quarter-and-full-year-2020-financial-results-provides-2021-outlook-301221704.html>.

24 Ben Winck, *Hershey drove a record spike in cocoa prices after reportedly sourcing beans from the futures market instead of physical sellers*, MARKETS INSIDER, 23 novembre 2020, <https://markets.businessinsider.com/commodities/news/hershey-cocoa-futures-record-spike-commodity-futures-market-ice-exchange-2020-11-1029831388> [ci-après *Hershey drove a record spike*].

25 Reuters Staff, *U.S. company Hershey grabs cocoa stocks from exchange, avoids African price premium*, REUTERS, 20 novembre 2020, <https://www.reuters.com/article/us-cocoa-hershey-delivery/u-s-company-hershey-grabs-cocoa-stocks-from-exchange-avoids-african-price-premium-idUSKBN2802X5>.

26 Isis Almeida, *Hershey Is Behind Big Cocoa Trade That Upended N.Y. Markets*, BLOOMBERG, 20 novembre 2020, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-11-19/hershey-is-behind-the-big-cocoa-trade-that-upended-n-y-markets>.

27 *Hershey drove a record spike*, supra note 23.

28 Emiko Terazono, *Hershey's buys cocoa futures as tensions with African producers grow*, FINANCIAL TIMES, 20 novembre 2020, <https://www.ft.com/content/0e55b4da-5a7e-47da-b65e-bcd2cfd401c>.

29 Ange Aboa & Maytaal Angel, *Ivory Coast, Ghana cancel cocoa sustainability schemes run by Hershey*, REUTERS, 30 novembre 2020, <https://www.reuters.com/article/us-cocoa-poverty-dispute/ivory-coast-ghana-cancel-cocoa-sustainability-schemes-run-by-hershey-idUSKBN28A227>.

30 *Id.*

31 *Id.*; Isis Almeida, Baudelaire Mieu & Leanne de Bassompierre, *In a Global Chocolate War, It's Hershey Against West Africa*, BLOOMBERG, 30 novembre 2020 (mis à jour 1 décembre 2020), <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-11-30/top-cocoa-growers-hit-back-at-hershey-with-ethical-programs-ban> [ci-après *In a Global Chocolate War, It's Hershey Against West Africa*].

32 Christian Peña, *The war on cocoa: Hershey Co. accused of not upholding sustainability efforts in West Africa*, NBC NEWS, 12 décembre 2020, <https://www.nbcnews.com/business/business-news/war-cocoa-hershey-co-accused-not-upholding-sustainability-efforts-west-n1250798>.

À l'hiver 2020-2021, de nombreuses grandes entreprises du cacao et du chocolat ont déclaré publiquement soutenir le DRD tout en s'engageant dans diverses stratégies visant à le contourner. Ces entreprises ont continué d'acheter du chocolat physique en Côte d'Ivoire et au Ghana, mais en négociant en coulisses des rabais avec les gouvernements et, dans certains cas, ont même modifié sciemment leurs schémas d'achat et de production. Les gouvernements ivoirien et ghanéen ont accusé Mars de modifier ses habitudes d'achat,³³ Olam de réduire la quantité de cacao ivoirien et ghanéen dans ses produits³⁴ et Mondelez de tenter d'échapper au DRD en faisant des offres ne prenant pas en compte ce dispositif.³⁵ Ces entreprises ont toutes démenti ces allégations.³⁶

Les gouvernements ivoirien et ghanéen ont accusé Mars de modifier ses habitudes d'achat, Olam de réduire la quantité de cacao ivoirien et ghanéen dans ses produits et Mondelez de tenter d'échapper au DRD en faisant des offres ne prenant pas en compte ce dispositif.

Selon certaines sources, en janvier 2021, les multinationales auraient demandé à la Côte d'Ivoire et au Ghana le report de livraisons de cacao d'octobre-décembre 2021 à janvier-mars 2022.³⁷ Les fèves de cacao étant bloquées dans les ports, les exportateurs ont manqué d'espace de stockage, obligeant les plantations et les coopératives à stocker elles-mêmes les produits. Par ailleurs, les capacités de stockage des coopératives étant dépassées, il est devenu difficile pour elles d'acheter davantage de cacao aux planteurs.³⁸ Fin février 2021, la Côte d'Ivoire avait commencé à vendre du cacao avec des rabais d'environ 280 à 350 \$ (250 à 310 €) par tonne.³⁹ Le gouvernement n'a pas eu d'autre choix que de casser les prix, car près de 100 000 tonnes de cacao s'étaient amassées dans les entrepôts de Côte d'Ivoire.⁴⁰

En avril 2021, le gouvernement ivoirien a réduit le prix du cacao de 25 %. Alors que le DRD était toujours en vigueur, le prix du cacao pour la mi-saison 2020-21 a chuté de 1 000 francs CFA à

33 *In a Global Chocolate War, It's Hershey Against West Africa*, supra note 30.

34 *Id.*

35 Leanne de Bassompierre, *Top Cocoa Grower Accuses Mondelez of Backtracking on Farmer Pay*, BLOOMBERG, 18 juin 2021, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-06-18/top-cocoa-grower-accuses-mondelez-of-backtracking-on-farmer-pay-kq20a64r>.

36 *Id.*; *In a Global Chocolate War, It's Hershey Against West Africa*, supra note 30.

37 Ange Aboa, *Ivory Coast faces 100,000-tonne cocoa bean pile-up as demand slows*, REUTERS, 13 janvier 2021, <https://www.reuters.com/article/uk-ivorycoast-cocoa-stocks/ivory-coast-faces-100000-tonne-cocoa-bean-pile-up-as-demand-slows-idUSKBN29I0PV>; Anthony Myers, *Cocoa beans remain stockpiled at Cote d'Ivoire's ports as demand plummets*, CONFECTIONARYNEWS.COM, 14 janvier 2021, <https://www.confectionarynews.com/Article/2021/01/14/Cocoa-beans-remain-stockpiled-at-Cote-d-Ivoire-s-ports-as-demand-plummets> [ci-après *Cocoa beans remain stockpiled*].

38 *Cocoa beans remain stockpiled*, supra note 36.

39 James Trigg, *Côte d'Ivoire – Do new EU laws promise sweet success or a bitter aftertaste?*, GLOBAL RISK INSIGHTS, 20 mars 2021, <https://globalriskinsights.com/2021/03/cote-divoire-do-new-eu-laws-promise-sweet-success-or-a-bitter-aftertaste/>; Ange Aboa, *Ivory Coast seeks to sell 100,000 tonnes of cocoa as buyers haggle*, REUTERS, 22 février 2021, <https://www.reuters.com/article/ivorycoast-cocoa/ivory-coast-seeks-to-sell-100000-tonnes-of-cocoa-as-buyers-haggle-idUSL8N2KS4LE> [ci-après *Ivory Coast seeks to sell 100,000 tonnes of cocoa*].

40 *Ivory Coast seeks to sell 100,000 tonnes of cocoa*, supra note 38.

750 francs CFA par kilo⁴¹, un prix inférieur à celui de la mi-saison 2020, avant la mise en œuvre du DRD.⁴² De plus, à la fin du mois de mai, la Côte d'Ivoire accordait aux exportateurs des rabais de 212 à 283 \$ par tonne.⁴³ Ces rabais ont été financés par la prime nationale perçue par la Côte d'Ivoire pour la qualité de ses fèves, une prime s'élevant habituellement entre 99 et 212 \$ et distincte du DRD.⁴⁴ Tandis que le DRD continuait de s'ajouter au prix du cacao pour la saison, le « rabais » sur la prime nationale a annulé l'augmentation de prix appliquée avec le DRD et grevé les revenus du gouvernement issus de la vente de cacao.⁴⁵

En octobre 2021, les planteurs ne gagnaient plus que 825 francs CFA (1,45 \$) par kilo, soit 1 450 \$ par tonne,⁴⁶ ce qui représente à peine 46 % du revenu décent, alors que les grandes entreprises continuent de faire des profits disproportionnés sur le marché mondial du chocolat.



41 Voir Reuters Staff, *Ivory Coast lowers 2020/21 mid-crop cocoa farmgate price by 9%*, REUTERS, 31 mars 2021, <https://www.reuters.com/article/cocoa-ivorycoast/ivory-coast-lowers-2020-21-mid-crop-cocoa-farmgate-price-by-9-idUSL8N2LT10E> [ci-après *Ivory Coast lowers 2020/21 mid-crop cocoa farmgate price by 9%*]; Chloe Taylor, *'It's difficult to feed our families': Volatile cocoa prices are pushing West African farmers further into poverty*, CNBC, 2 novembre 2021, <https://www.cnb.com/2021/11/02/volatile-cocoa-prices-are-pushing-african-farmers-further-into-poverty.html> [ci-après *It's difficult to feed our families*].

42 Voir *Ivory Coast lowers 2020/21 mid-crop cocoa farmgate price by 9%*, supra note 40; Reuters Staff, *Ivory Coast holds cocoa mid-crop farmgate price at 825 CFA francs/kg*, REUTERS, 31 mars 2020, <https://www.reuters.com/article/ozabs-us-cocoa-ivorycoast-estimate-idAFKBN211V8-OZABS> [ci-après *Ivory Coast holds cocoa mid-crop farmgate price at 825 CFA francs/kg*].

43 Ange Aboa, *Ivory Coast sells 2021/2022 cocoa contracts after wrangle over premium*, REUTERS, 8 juin 2021, <https://www.reuters.com/article/ivorycoast-cocoa/ivory-coast-sells-2021-2022-cocoa-contracts-after-wrangle-over-premium-idUSL5N2NQ43C> [ci-après *Ivory Coast sells 2021/2022 cocoa contracts*].

44 Reuters Staff, *Ivory Coast, Ghana push cocoa industry to boost premium payments*, REUTERS, 13 mai 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/ivory-coast-ghana-push-cocoa-industry-boost-premium-payments-2021-05-13/>; *Ivory Coast sells 2021/2022 cocoa contracts*, supra note 42.

45 *Ivory Coast sells 2021/2022 cocoa contracts*, supra note 42.

46 *Ivory Coast lowers 2020/21 mid-crop cocoa farmgate price by 9%*, supra note 40; *It's difficult to feed our families*, supra note 40.

III. Impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté des paysans

La pandémie de COVID-19 a frappé la Côte d'Ivoire mi-mars 2020, juste avant le début de la récolte de mi-saison. Pendant cette récolte de mi-saison, qui s'étend d'avril à septembre, les paysans produisent environ 30 % de la production totale de cacao de l'année.⁴⁷ Tandis que le prix du cacao est resté stable en 2019 (à 825 francs CFA)⁴⁸, de nombreux planteurs ont produit moins de cacao, ce qui a entraîné une chute de leurs revenus. Selon les producteurs et les coopératives que nous avons interrogés dans le cadre notre enquête, les écarts de production ont été variables, allant de quelques centaines de kilos en moins (530 kg en 2020 pour 700 kg en 2019) à une baisse de moitié (1 tonne en 2020 pour 2 tonnes en 2019) ou des deux tiers (250 kg de cacao en 2020 par rapport à 1 000 kg en 2019).⁴⁹

Divers facteurs expliquent les pertes de revenus des producteurs pendant la pandémie :

- Pénurie de main-d'œuvre
- Impossibilité de se procurer des intrants (par ex., pesticides et engrais)
- Difficulté de commercialisation des fèves
- Difficulté d'acheminement des fèves jusqu'aux ports d'exportation

En raison de la fermeture des frontières, moins de travailleurs migrants sont entrés en Côte d'Ivoire au printemps 2020, entraînant une pénurie de main-d'œuvre et des rendements moindres sur les plantations de cacao. Comme l'explique le président de la coopérative agricole Capressa d'Abengourou, avec la fermeture des frontières « Nous ne pouvons pas effectuer le travail dans les plantations comme il devrait l'être, et ceci [impacter] la production. »⁵⁰ Les conséquences de cette pénurie de main-d'œuvre sur les producteurs ont été « désastreuses », car ils ont eu encore plus de difficultés pour payer les frais de scolarité de leurs enfants, acheter de la nourriture ou offrir un logement décent à leur famille.⁵¹

Durant la mi-saison 2020, certains paysans n'avaient plus les moyens d'acheter des intrants, tels que des pesticides et des engrais, ce qui a aggravé la baisse de la production. Avant la pandémie, de nombreux producteurs avaient déjà du mal à obtenir des crédits pour l'achat d'intrants.⁵²

47 *Ivory Coast holds cocoa mid-crop farmgate price at 825 CFA francs/kg*, supra note 41.

48 *Id.*

49 Durant cette période, de mai à août 2020, les arrivées de cacao dans les ports de Côte d'Ivoire ont diminué de 5,4 à 6,5 % par mois. Voir ICCO, *Cocoa Market Review*, mai 2020, <https://www.icco.org/wp-content/uploads/ICCO-Monthly-Cocoa-Market-Review-June-2020.pdf>; ICCO, *Cocoa Market Review*, juin 2020, <https://www.icco.org/wp-content/uploads/ICCO-Monthly-Cocoa-Market-Review-May-2020.pdf>; ICCO, *Cocoa Market Review*, juillet 2020, <https://www.icco.org/wp-content/uploads/ICCO-Monthly-Cocoa-Market-Review-July-2020.pdf>; ICCO, *Cocoa Market Review*, août 2020, <https://www.icco.org/wp-content/uploads/ICCO-Monthly-Cocoa-Market-Review-August-2020.pdf>.

50 *Choc Waves*, supra note 22.

51 *Id.*

52 *Cocoa Barometer*, supra note 2, p. 44.

Pendant les premiers mois de la crise, les paysans ont constaté une hausse du prix des produits comme les pesticides et les engrais. Leur incapacité à se procurer ces intrants a probablement été exacerbée par le fait que la plupart des multinationales ont retiré leurs employés des zones cacaoyères – une décision nécessaire en raison du risque de transmission de la COVID-19 dans les zones rurales.⁵³



En outre, lors de la récolte de mi-saison 2020, les cacaoculteurs ont eu des difficultés pour acheminer et vendre leur cacao, les achats de fèves par les acheteurs ont été retardés et les coopératives ont été confrontées à des problèmes de sécurité, notamment au risque de vol au cours du transport des fèves.⁵⁴ Un directeur de coopérative nous a expliqué qu'il était devenu plus cher d'acheminer les fèves jusqu'aux ports, et que les coûts du transport empiétaient encore davantage sur les revenus des planteurs. La ville d'Abidjan, qui possède le plus grand port, ayant été coupée du reste du pays afin d'éviter la transmission du coronavirus aux zones rurales, certains cacaoculteurs ont été contraints de vendre leurs fèves à bas prix à des

53 *Id.*, p. 42; Richard Scobey, *Cocoa and chocolate companies help farmers fight the coronavirus and beyond*, CONFECTIONARYNEWS.COM, 13 avril 2021, <https://www.confectionarynews.com/Article/2020/04/13/Cocoa-and-chocolate-companies-help-farmers-fight-the-coronavirus-virus-and-beyond>.

54 Les problèmes de sécurité pendant le transport des fèves de cacao sont habituels en Côte d'Ivoire. Les voleurs, communément appelés « coupeurs de route », sévissent dans les zones cacaoyères.

pisteurs. Le directeur d'une coopérative proche de Soubré nous a expliqué que les dépenses de la coopérative avaient augmenté car elle a dû acheminer les fèves de cacao jusqu'au port de San Pedro au lieu d'Abidjan. Par ailleurs, en raison du manque de trésorerie de certaines coopératives, celles-ci n'ont pas pu acheter toutes les fèves produites par les planteurs. De même, les planteurs d'Abengourou, qui vendent généralement leur cacao de demi-saison à des *pisteurs* ghanéens, n'ont pas pu le faire, ces derniers ayant été retenus dans leur pays à cause de la fermeture des frontières. Bien que ces *pisteurs* fassent probablement passer les fèves de cacao en contrebande de l'autre côté de la frontière pour les vendre plus cher (une pratique illégale), avec la fermeture des routes de la contrebande, il est devenu encore plus difficile pour les cacaoculteurs de gagner leur vie.

Les planteurs ont également déclaré que les multinationales ne leur ont apporté aucune assistance durant cette période, alors qu'ils sont dépendants des aides en raison de la faiblesse du prix de base à la ferme. Selon le directeur d'une coopérative proche de Soubré, les multinationales n'ont pas fourni une aide adéquate aux producteurs pendant les premiers mois de la pandémie. Comme indiqué précédemment, elles ont retiré leurs employés des zones rurales de Côte d'Ivoire, conformément aux directives de santé publique. Si les grandes entreprises ont souligné leurs donations aux pays et aux communautés producteurs de cacao, ces donations consistaient rarement en des apports de trésorerie ou en une assistance à la culture et à la commercialisation du cacao, et les planteurs ont dû se débrouiller seuls pendant cette période.⁵⁵

La baisse de la production et les difficultés de vente et d'acheminement du cacao durant l'été 2020 ont obligé de nombreux producteurs à emprunter de l'argent pour entretenir leurs plantations, nourrir leur famille ou payer leurs factures. Ces emprunts étaient pour la plupart contractés auprès d'une personne du village, de la coopérative ou d'un *pisteur*. Il n'est pas dans les habitudes des paysans d'emprunter à des banques, mais certains ont tenté de surmonter la crise en demandant des prêts bancaires ; ceux-ci leurs ont toutefois été refusés car les banques ne disposaient pas des fonds nécessaires.

Le supplément de revenu obtenu grâce au DRD durant la principale saison de culture du cacao a probablement permis aux paysans de rembourser leurs dettes de la saison précédente. Néanmoins, le prix du cacao a encore baissé, et il est à craindre que les paysans s'endettent à nouveau pour acheter des intrants lors de la prochaine saison.

55 La plupart des dons des entreprises ont été faits aux gouvernements ou à de grandes organisations non gouvernementales, ou sous la forme d'équipements médicaux ou d'EPI. Voir, ex., Nestlé, *Cocoa industry donates \$835,000 to help farmers fight COVID-19*, 11 mai 2020, <https://www.nestle-cwa.com/en/media/cocoa-industry-help-farmers-fight-covid-19>; Mars, *Mars Commits \$26M to Communities in COVID-19 Response*, 3 avril 2020, https://www.mars.com/news-and-stories/press-releases/Mars-commits-donation-to-communities-in-covid19-response?utm_source=linkedin.com&utm_medium=social&utm_campaign=covid-19-response; General Mills, *General Mills supports employees and communities in response to COVID-19*, 1 avril 2020, <https://www.generalmills.com/en/News/NewsReleases/Library/2020/April/General-Mills-supports-employees-and-communities-in-response-to-COVID-19>; *Cocoa, chocolate industry donates \$835,000 to help farmers fight COVID-19*, World Cocoa Foundation, 4 mai 2020, <https://www.worldcocoafoundation.org/press-release/cocoa-chocolate-industry-donates-835000-to-help-farmers-fight-covid-19/>.

IV. Impact de la pandémie de COVID-19 sur la traite des enfants



Depuis plus de deux décennies, les multinationales du cacao et du chocolat achètent du cacao bon marché à la Côte d'Ivoire, tout en sachant que des enfants victimes de trafic ont participé à sa récolte et à sa production. Malgré la fermeture des frontières du nord avec le Mali et le Burkina Faso pendant la plus grande partie de 2020, la traite des enfants vers la Côte d'Ivoire s'est poursuivie par des voies clandestines durant la première année de la pandémie. Comme l'a expliqué un soldat posté à la frontière nord de la Côte d'Ivoire, « Malgré la fermeture des frontières [en raison de la COVID-19], les mouvements de personnes n'ont pas cessé. Des habitants des pays voisins [Mali et Burkina Faso] entrent dans le pays par des routes non officielles. Ils passent la frontière de nuit sur des motos-taxis ou très tôt le matin avec l'aide de passeurs. »

Malgré la fermeture des frontières [en raison de la COVID-19], les mouvements de personnes n'ont pas cessé. Des habitants des pays voisins [Mali et Burkina Faso] entrent dans le pays par des routes non officielles. Ils passent la frontière de nuit sur des motos-taxis ou très tôt le matin avec l'aide de passeurs.

De l'autre côté de la frontière, l'acheminement des enfants vers les zones cacaoyères se poursuit sur des autocars réguliers. Comme nous l'ont confié des employés d'une compagnie de bus à la frontière nord de la Côte d'Ivoire, des cars de cette compagnie circulent depuis la zone frontalière jusqu'à Abidjan en traversant les principales régions cacaoyères. Selon eux, un trafiquant connu achète régulièrement des tickets de car pour des enfants qui se rendent dans les régions du Sud. Ces cars conduisent les enfants jusqu'à Pogo, Bouaké, Yamoussoukro et

Abidjan. Les employés ont ajouté qu'à chaque arrêt, des enfants descendent et se dirigent vers d'autres villes ou villages voisins, d'où ils rejoignent des plantations de cacao.

Itinéraires de car empruntés pour la traite des enfants.⁵⁶



La traite des enfants est un problème bien connu en Côte d'Ivoire. Au cours des dernières années, le gouvernement ivoirien a renforcé les contrôles et lancé une campagne de lutte contre ce trafic. Les enfants doivent désormais montrer leur extrait de naissance lorsqu'ils voyagent afin de prouver qu'ils sont accompagnés de leurs vrais parents,⁵⁷ les étrangers doivent quant à eux produire leur extrait de naissance lorsque la police le demande. Ceci est nécessaire car, comme l'explique un policier d'une ville frontalière, « Chaque fois qu'on demande aux enfants, ils disent qu'ils vont chez un parent. Souvent, ils sont accompagnés d'adultes qu'ils présentent comme un parent chez qui ils vont. »⁵⁸

⁵⁶ Le journaliste d'investigation Abou Traoré a également rapporté l'existence d'un réseau de traite qui utilise la route de Sikasso à San Pedro. Cette route traverse certaines des principales régions cacaoyères et se termine à San Pedro, le deuxième plus grand port de Côte d'Ivoire. Si les trafiquants utilisent plusieurs itinéraires, la route la plus fréquentée va de Sikasso (Mali) à Soubré ou à San-Pedro en Côte d'Ivoire. Abou Traoré rapporte que Yamoussoukro est l'une des premières destinations, et que les enfants victimes de ce trafic partent de là pour rejoindre leur destination finale aux environs de Soubré, San Pedro, Duekoué, Guiglo, Bloléquin ou d'autres zones cacaoyères. Voir Abou Traoré, *Travail des enfants dans les plantations de cacao*, CENOZO, 8 janvier 2019, <https://cenozo.org/travail-des-enfants-dans-les-plantations-de-cacao-le-traffic-a-la-peau-dure/> [ci-après *Travail des enfants dans les plantations de cacao*].

⁵⁷ *Id.*

⁵⁸ *Id.* (« Chaque fois qu'on demande aux enfants, ils disent qu'ils vont chez un parent. Souvent, ils sont accompagnés d'adultes qu'ils présentent comme un parent chez qui ils vont... »).

« Chaque fois qu'on demande aux enfants, ils disent qu'ils vont chez un parent. Souvent, ils sont accompagnés d'adultes qu'ils présentent comme un parent chez qui ils vont. »

Mais la corruption est toujours présente. Dans certains cas, la police est non seulement consciente de la traite des enfants, mais la facilite et en tire profit. Selon certaines sources, il est demandé aux passagers non ivoiriens qui ne peuvent pas produire les pièces exigées de payer un « supplément » aux compagnies de bus pour couvrir les frais de pots-de-vin aux points de contrôle sur l'itinéraire du car. Avant d'arriver aux points de contrôle, les chauffeurs de car ramassent les papiers des passagers non ivoiriens pour les présenter aux policiers ou aux gendarmes. Un policier monte dans le car et demande à tous les passagers dont l'argent a été collecté de lever la main. Il compare ensuite leur nombre avec le montant collecté, prend l'argent correspondant et quitte le car sans effectuer aucun autre contrôle d'identité. Dans certaines circonstances, les trafiquants peuvent aussi soudoyer les policiers qui ont des soupçons.⁵⁹

Bien qu'il soit difficile de documenter le nombre exact de travailleurs forcés,⁶⁰ il est évident que le travail forcé des enfants est un problème persistant.⁶¹ On estime à environ 30 000 le nombre de travailleurs forcés en Côte d'Ivoire et au Ghana,⁶² dont 16 000 enfants, qui sont contraints de travailler dans des plantations de cacao par des personnes qui ne sont pas leurs parents, et leur nombre réel est probablement beaucoup plus élevé.⁶³ De plus, alors qu'il a toujours été compliqué de documenter le travail forcé, l'attention accrue portée à ce fléau l'a poussé

encore davantage dans l'ombre.⁶⁴ Selon un délégué d'une ONG en Côte d'Ivoire, « En raison de l'existence de ce centre [d'accueil pour enfants en détresse], tous les trafiquants se font désormais discrets. »⁶⁵



Jeune garçon portant un sac de fèves de cacao près de Soubré en décembre 2020.

On estime à environ 30 000 le nombre de travailleurs forcés en Côte d'Ivoire et au Ghana, dont 16 000 enfants, qui sont contraints de travailler dans des plantations de cacao par des personnes qui ne sont pas leurs parents, et leur nombre réel est probablement beaucoup plus élevé.

Le gouvernement ivoirien a durci la lutte en 2020 et 2021 et augmenté le nombre de raids effectués. En janvier 2020, un raid du gouvernement en Côte d'Ivoire a permis de sauver 137 enfants originaires du Ghana, du Niger, du Nigeria, du Bénin et du Togo victimes de trafiquants d'êtres humains.⁶⁶ Dans un autre raid en octobre 2020, la police a arrêté trois planteurs suspects de trafic et libéré onze enfants et deux adolescents exploités dans des plantations de cacao du sud-ouest de la Côte d'Ivoire.⁶⁷ Ensuite, en février 2021, le gouvernement ivoirien

⁵⁹ *Travail des enfants dans les plantations de cacao*, supra note 55.

⁶⁰ *Id.* ("En raison de l'existence de ce Centre, tous les trafiquants se font désormais discrets. Quand nous découvrons des cas nous saisissons automatiquement le Centre. Les auteurs sont arrêtés et les victimes prises en charge par le centre."). Le centre de lutte contre la traite des êtres humains auquel il est fait référence ici est l'un des trois centres ouverts par la Première Dame. U.S. Department of State, *2019 Trafficking in Persons Report: Côte d'Ivoire*, Côte d'Ivoire: Tier 2, <https://www.state.gov/reports/2019-trafficking-in-persons-report-2/cote-divoire>.

⁶¹ *Ivory Coast Rescues 137 Child Trafficking Victims*, VOA News, 14 janvier 2020, <https://www.voanews.com/a/africa-ivory-coast-rescues-137-child-trafficking-victims/6182545.html>; Leanne de Bassompierre, *Ivory Coast Rescues 137 Children in Raid on Traffickers*, BLOOMBERG, 13 janvier 2020, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-01-13/top-cocoa-grower-rescues-137-children-in-raid-on-traffickers>.

⁶² *Ivory Coast police rescue 11 children working on cocoa farms*, CNN, 8 octobre 2020, <https://www.cnn.com/2020/10/08/africa/ivory-coast-police-rescue-children-cocoa-farm-intl/index.html>.

⁵⁹ *Travail des enfants dans les plantations de cacao*, supra note 55. Lors de nos investigations, nous avons été témoins de deux situations où des policiers ont autorisé des enfants qui n'avaient pas leur extrait de naissance à poursuivre leur voyage vers le sud dans un car qui se rendait de la frontière nord de la Côte d'Ivoire dans les zones cacaoyères. Par exemple, une jeune fille qui semblait avoir douze ou treize ans et n'avait aucun papier d'identité a dû descendre du car, mais a ensuite été autorisée à remonter après une courte « négociation. »

⁶⁰ Voir, ex., Aarti Kapoor, *Children at the Heart: Assessment of Child Labour and Child Slavery in Cote d'Ivoire's Cocoa Sector and Recommendations to Mondelez International*, EMBODE, 2016, p. 10, https://www.cocoalife.org/~media/CocoaLife/Files/pdf/Library/FULL_REPORT_Cote_Ivoire_Mondelez_Embode_ChildrenattheHeart.pdf ("Community members were also highly reticent to talk about cases or trends of child labour on their farms. ... Finally, the assessment was not able to engage meaningfully with children to any large extent. Two focus groups were undertaken with children, however with the small amount of time for the sessions, children were shy and difficult to engage. It was felt that children were well aware of the sensitivities around talking about working on cocoa farms. In one community, the focus group discussion was observed (and intervened upon) by a group of adults, potentially making it difficult for children to express themselves openly.").

⁶¹ Malgré ces défis, il existe de nombreux rapports et études qui documentent l'existence de la traite et du travail forcé des enfants. Voir Dep't of Labor, *2020 List of Goods Produced by Child Labor or Forced Labor*, p. 21, https://www.dol.gov/sites/dolgov/files/ILAB/child_labor_reports/tda2019/2020_TVPR_List_Online_Final.pdf; U.S. Dep't of Labor, Bureau of Int'l Labor Affairs, *2020 Findings on the Worst Forms of Child Labor: Côte d'Ivoire*, https://www.dol.gov/sites/dolgov/files/ILAB/child_labor_reports/tda2020/Cote-d-Ivoire.pdf; U.S. Dep't of Labor, *CLCCG Report: 2010-2020 Efforts to Reduce Child Labor in Cocoa*, <https://www.dol.gov/sites/dolgov/files/ILAB/reports/CLCCG-Ten-Year-Report.pdf>; U.S. Dep't of State, Bureau of Democracy, Human Rights, & Labor, *Cote d'Ivoire 2020 Human Rights Report*, p. 33, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2021/03/COTE-D-IVOIRE-2020-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf>; 2021 U.S. Dep't of State, *Trafficking in Persons Report: Côte d'Ivoire*, <https://www.state.gov/reports/2021-trafficking-in-persons-report/cote-divoire/>.

⁶² Elke de Buhr & Elise Gordon, *Bitter Sweets: Prevalence of forced labour & child labour in the cocoa sectors of Côte d'Ivoire & Ghana*, septembre 2018, pp. 28-29, https://cocoainitiative.org/wp-content/uploads/2018/10/Cocoa-Report_181004_V15-FNL_digital.pdf (estimating that there are 9,600 adults and 2,000 children in forced labor in Côte d'Ivoire, and about 3,700 adults and 14,000 children in forced labor in Ghana).

⁶³ *Cocoa's child laborers*; Verite, *Assessment of Forced Labor Risk in the Cocoa Sector of Côte d'Ivoire*, 2019, p. 5, <https://www.verite.org/wp-content/uploads/2019/02/Verite-Report-Forced-Labor-in-Cocoa-in-CDI.pdf> ("Given the hidden nature of much human trafficking and forced labor, it is also possible that levels may be significantly higher within isolated pockets in the sector.").

a secouru dix-neuf enfants à Aboisso et arrêté quatre trafiquants présumés.⁶⁸ Quelques jours plus tard, la police ivoirienne a arrêté trois Burkinabés suspectés de traite d'enfants, qui ont été interpellés à Soubré alors qu'ils voyageaient dans un car avec trois enfants originaires du Burkina Faso.⁶⁹ En mai 2021, le gouvernement ivoirien a arraché 68 enfants au travail forcé dans des plantations de cacao et arrêté 25 trafiquants présumés.⁷⁰ La plupart de ces enfants avaient été acheminés clandestinement en Côte d'Ivoire depuis le Burkina Faso.⁷¹ Alors que cette fermeté accrue marque une étape dans la bonne direction, ces actions de répression très médiatisées ne sauvent qu'un petit pourcentage des enfants victimes de traite dans ce secteur.



Jeune garçon travaillant dans une plantation de cacao près de Daloa en décembre 2019.

Identifier les enfants victimes de traite parmi les centaines de milliers d'enfants qui travaillent dans la filière du cacao ivoirien est un véritable défi. Les enfants hésitent souvent à admettre qu'ils sont victimes d'un trafic, soit parce qu'un adulte se trouve à proximité, soit parce qu'on leur a interdit de dire qu'ils n'appartiennent pas à la communauté locale. Toutefois, certains signes peuvent permettre de déceler les enfants victimes de traite et de travail forcé, comme la présence de plusieurs des indicateurs de travail forcé de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Ces enfants hésitent souvent à admettre qu'ils sont victimes d'un trafic, soit parce qu'un adulte se trouve à proximité, soit parce qu'on leur a interdit de dire qu'ils n'appartiennent pas à la communauté locale.

68 Ange Aboa, *Ivory Coast arrests three suspected child traffickers in cocoa belt*, REUTERS, 12 février 2021, <https://www.reuters.com/article/cocoa-childlabour-ivorycoast/ivory-coast-arrests-three-suspected-child-traffickers-in-cocoa-belt-idUSL8N2KI3GR>.

69 *Id.*

70 *Ivory Coast police rescue 68 children working on cocoa farms*, REUTERS, 10 mai 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/ivory-coast-police-rescue-68-children-working-cocoa-farms-2021-05-10/>.

71 *Id.*

Les indicateurs de l'OIT

1. Abus de vulnérabilité
2. Tromperie
3. Restrictions des mouvements
4. Isolement
5. Violences physiques et sexuelles
6. Intimidations et menaces
7. Confiscation des documents d'identité
8. Non-remise des salaires
9. Servitude pour dettes
10. Conditions abusives de vie et de travail
11. Heures supplémentaires excessives⁷²

Les enfants qui travaillent dans les plantations de cacao sans adultes au milieu de la journée, alors qu'ils devraient être à l'école, sont peut-être victimes d'un trafic. Par exemple, un garçon qui prétendait avoir douze ans et être en CM2 a été vu avec une machette au beau milieu d'une journée d'école, vers 13 h 45. Il a dit qu'il se rendait à la plantation pour retrouver ses parents, mais ceux-ci n'ont pas pu être localisés. Ce jeune garçon, seul dans la journée, était isolé dans une région rurale, en position vulnérable en raison de son âge, et faisait un travail dangereux.



Un autre garçon a également été aperçu près de Daloa tenant une machette dans un champ de cacao pendant une journée d'école. Il a déclaré qu'il était « en vacances », puis n'a plus voulu nous parler et s'est enfui à travers champs. Nous avons été régulièrement témoins de situations similaires. Nous avons par exemple vu un jeune garçon, qui semblait avoir entre neuf et onze ans, soulever un gros sac de fèves de cacao vers 15 heures un jour de semaine, et la charge paraissait bien trop lourde pour lui.

Jeune garçon tenant une machette près de Daloa en décembre 2020.

Ces cas documentés de travail forcé des enfants ne sont que la partie visible de l'iceberg. Ils montrent cependant que des enfants victimes de travail forcé produisent du cacao qui entrera dans la fabrication de barres chocolatées partout dans le monde. Les entreprises du cacao et du chocolat savent que les faibles prix auxquels elles achètent leur cacao mettent les planteurs dans l'impossibilité d'embaucher des travailleurs adultes à un salaire décent, créant un environnement propice aux pratiques de travail illégal. Alors que le gouvernement ivoirien a récemment mis en œuvre des lois et des politiques plus sévères pour lutter contre le trafic et le travail forcé, la traite des enfants reste un problème majeur dans le pays, où des policiers et autres fonctionnaires sont souvent complices.

72 International Labour Office, *ILO Indicators of Forced Labor, Special Action Programme to Combat Forced Labour*, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---declaration/documents/publication/wcms_203832.pdf.

V. Impact de la pandémie de COVID-19 sur le travail des enfants

Depuis plus de 20 ans, les entreprises du cacao et du chocolat promettent de mettre fin au travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement. En 2001, plusieurs d'entre elles ont signé le protocole Harkin-Engel, un engagement volontaire de ces sociétés à éradiquer le travail des enfants dans la filière du cacao en Afrique de l'Ouest avant 2005.⁷³ Cette échéance est passée, et les entreprises ont repoussé leur engagement volontaire à 2010, pour finalement réduire leurs ambitions à l'éradication de 70 % du travail des enfants d'ici 2020.⁷⁴ En juillet 2018, l'industrie du cacao reconnaissait son incapacité à respecter son objectif de 2020, ainsi que le nouvel objectif de 2025.⁷⁵ Seize ans après la première échéance manquée, le travail des enfants reste prévalent dans la filière du cacao en Afrique de l'Ouest, et a même augmenté au cours des quelques années qui ont précédé la pandémie.⁷⁶



Jeune garçon travaillant dans une plantation de cacao près d'Abengourou en décembre 2019.

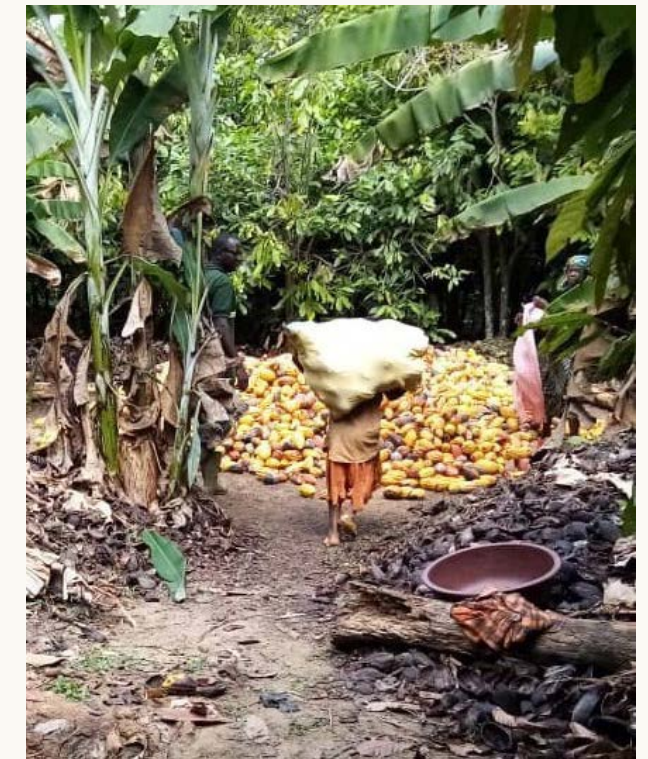
73 Chocolate Mfrs. Ass'n, *Protocol for the Growing and Processing of Cocoa Beans and Their Derivative Products In a Manner that Complies with ILO Convention 182 Concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labor* (2001), https://cocoainitiative.org/wp-content/uploads/2016/10/Harkin_Engel_Protocol.pdf.

74 Joint Statement from U.S. Senator Tom Harkin, Representative Eliot Engel and the Chocolate and Cocoa Industry on the Implementation of the Harkin-Engel Protocol, CSR WIRE, 16 juin 2008, <https://tinyurl.com/y6qr4dbb>; Framework of Action to Support Implementation of the Harkin-Engel Protocol 1, 13 septembre 2010, https://cocoainitiative.org/wp-content/uploads/2016/10/Cocoa_Framework_of_Action_9-12-10_Final-1-1.pdf; Andreas Becker, *Cocoa Farming, Cheap Chocolate and Child Labor*, DW, 26 novembre 2020, <https://www.dw.com/en/cocoa-farming-cheap-chocolate-and-child-labor/a-55726542>.

75 Tim McCoy, *2018 Child Labor Cocoa Coordinating Group 8th Annual Meeting Remarks*, World Cocoa Foundation, 21 août 2018, <https://www.worldcocoafoundation.org/blog/2018-child-labor-cocoa-coordinating-group-8th-annual-meeting-remarks/>. Pour une présentation plus détaillée du protocole Harkin-Engel, voir Corp. Accountability Lab and IRAdvocates, *Petition to U.S. Custom & Border Protection to exclude cocoa produced in Côte D'Ivoire manufactured with forced or trafficked child labor under 19 C.F.R. § 12.42* (14 février 2020), <https://tinyurl.com/rjxw6mk>.

76 Voir Santadarshan Sadhu, et al., *NORC Final Report: Assessing Progress in Reducing Child Labor in Cocoa Production in Cocoa Growing Areas of Cote d'Ivoire and Ghana*, octobre 2020, pp. 12–15, https://www.norc.org/PDFs/Cocoa%20Report/NORC%202020%20Cocoa%20Report_English.pdf [ci-après *NORC Report*].

Selon le dernier rapport du Ministère du travail publié par NORC à l'Université de Chicago en octobre 2020, 1,56 million d'enfants sont actuellement victimes de travail forcé dans la filière cacaoyère en Afrique de l'Ouest, dont 790 000 en Côte d'Ivoire.⁷⁷ Plus de 90 % des enfants qui travaillent en Côte d'Ivoire, soit environ 770 000 enfants, effectuent des travaux dangereux dans les plantations de cacao.⁷⁸ Malgré les promesses des grandes entreprises de mettre fin au travail des enfants, sa prévalence dans les foyers d'agriculteurs des zones cacaoyères ivoiriennes a en réalité augmenté de 14 % en dix ans, passant de 31 % en 2008/09 à 45 % en 2018/19.⁷⁹ Par ailleurs, certaines formes de travail des enfants empirent. Les enfants sont exposés à des taux plus élevés de pesticides qu'ils ne l'étaient il y a seulement quelques années.⁸⁰



Jeune garçon aperçu portant un gros sac de cabosses de cacao vers un point de rassemblement dans une plantation près d'Abengourou. Cette plantation vend son cacao à la coopérative FAHO, certifiée par UTZ en août 2021 et, depuis novembre 2021, également certifiée par Fairtrade.⁸¹

En conséquence du grand nombre d'enfants qui effectuent des tâches dangereuses dans les plantations de cacao, les enfants subissent toutes formes de blessures. Selon le rapport NORC, parmi les enfants travaillant dans l'agriculture en Côte d'Ivoire et au Ghana, 41 % se disent « extrêmement fatigués ou épuisés » à cause de leur travail dans les plantations ; 34 % sont

77 *Id.*, p. 10.

78 *Id.*

79 *Id.*, p. 12.

80 *Id.*, pp. 15–17.

81 List of UTZ certified cocoa producers, List valid on: August 25, 2021, <https://utz.org/wp-content/uploads/2017/05/List-of-UTZ-certified-cocoa-producers.pdf> [ci-après List of UTZ certified cocoa producers]; Fairtrade International, Fairtrade Finder, <https://www.fairtrade.net/finder> [ci-après Fairtrade Finder].

« en très grande souffrance » ; au moins 25 % « se sentent très malades » ; et 12 % ont dû recevoir un traitement médical à l'hôpital ou dans un centre de santé.⁸²

La pandémie de COVID-19 a sans doute aggravé une situation déjà mauvaise. Même s'il faudra plusieurs années pour connaître les conséquences à long terme de la pandémie de COVID-19 sur le travail des enfants dans la filière du cacao, plusieurs indices suggèrent que celui-ci a augmenté au cours de l'été 2020, ce qui pourrait conduire à une incidence plus élevée du travail des enfants dans un futur proche. Entre 2016 et 2020, les taux de travail des enfants ont globalement augmenté, avec plus de 8 millions d'enfants supplémentaires ayant commencé à travailler, 6,5 millions d'entre eux effectuant des travaux dangereux.⁸³ Comme le travail des enfants augmente généralement lorsqu'ils ne peuvent pas aller à l'école ou lorsque les revenus de leurs parents chutent, il est probable que la pandémie ait entraîné, au moins de façon temporaire, une hausse du travail des enfants.⁸⁴ Comme l'a expliqué un cacaoculteur en août 2021, « Ils nous disent que les enfants ne sont pas censés travailler, mais ce sont eux qui m'aident à nourrir ma famille. Les enfants travaillent dans les plantations parce que les coopératives et les grandes entreprises nous traitent si mal que nous avons besoin d'eux pour travailler dans les plantations. »⁸⁵



Fillette travaillant dans une plantation près d'Aboisso en décembre 2020 et portant des cabosses de cacao sur la tête. Cette plantation vendait son cacao à la coopérative CNEK qui est, depuis novembre 2021, certifiée à la fois par Rainforest Alliance et Fairtrade.⁸⁶

82 NORC Report, p. 83, *supra* note 75.

83 Bureau of International Labor Affairs, 2020 Findings on the Worst Forms of Child Labor, p. 5, https://www.dol.gov/sites/dolgov/files/ILAB/child_labor_reports/tda2020/2020_TDA_BigBook_Online_optimized.pdf; International Labor Organization & United Nations Children's Fund, *Child Labour Global Estimates 2020, Trends and the Road Forward*, ILO and UNICEF, New York, 2021, p. 8.

84 Voir, ex., *Cocoa Barometer*, *supra* note 2, p. 4.

85 Ce cacaoculteur a expliqué qu'il vendait son cacao à la coopérative NECAYO, qui était certifiée par UTZ en septembre 2021 et qui est, depuis novembre 2021, certifiée par Fairtrade. Voir List of UTZ certified cocoa producers, *supra* note 80; Fairtrade Finder, *supra* note 80.

86 Voir Rainforest Alliance, Certificate Search and Public Summaries, mis à jour novembre 8, 2021, <https://www.rainforest-alliance.org/business/certification/certificate-search-and-public-summaries/>; Fairtrade Finder, *supra* note 80.

« Ils nous disent que les enfants ne sont pas censés travailler, mais ce sont eux qui m'aident à nourrir ma famille. Les enfants travaillent dans les plantations parce que les coopératives et les grandes entreprises nous traitent si mal que nous avons besoin d'eux pour travailler dans les plantations. »

Lorsque la pandémie de COVID-19 a démarré, le gouvernement ivoirien a fermé toutes les écoles primaires et secondaires pendant deux mois, du 16 mars au 25 mai.⁸⁷ En général, le travail des enfants augmente lorsqu'ils ne peuvent pas aller à l'école ou lorsque les revenus de leurs parents chutent. Ces deux facteurs étant présents pendant la pandémie, il est probable que le travail des enfants ait augmenté dans l'industrie du cacao, au moins pendant la période qui a précédé la réouverture des écoles et des frontières.⁸⁸

Durant les deux mois de fermeture des écoles, de nombreux parents ont emmené leurs enfants avec eux dans les champs pour ne pas les laisser seuls à la maison. Une fois sur la plantation, les enfants aidaient souvent leurs parents, et il était fréquent qu'ils transportent ou pulvérisent des pesticides, utilisent une machette, portent des charges lourdes ou effectuent d'autres tâches considérées par l'Organisation internationale du Travail (OIT) comme du travail dangereux des enfants.



Jeune fille dans une plantation de cacao près de Soubré en décembre 2019.

87 Luciana Debenedetti, et al., *The Economic Impacts of COVID-19 in Cote d'Ivoire: Lessons from the RECOVER Survey*, 3 septembre 2020, <https://www.poverty-action.org/blog/economic-impacts-covid-19-côte-d'ivoire-lessons-recover-survey>.

88 Voir Ellie Murphy, *The impact of COVID-19 on child labor*, NATIONAL CONSUMERS LEAGUE, 30 juin 2020, <https://nclnet.org/the-impact-of-covid-19-on-child-labor/> (déclarant que "There is a strong correlation between access to education and preventing child labor. 'Lack of access to education keeps the cycle of exploitation, illiteracy, and poverty going—limiting future options and forcing children to accept low-wage work as adults and to raise their own children in poverty; noted the children's advocacy group, Their World."); voir aussi *Cocoa Barometer*, *supra* note 2, p. 4.

L'Organisation internationale du Travail fait une distinction entre certaines tâches exécutées par des enfants (« child work ») et le travail des enfants (« child labour »).⁸⁹ Les premières sont définies comme des travaux qui n'affectent pas la santé et le développement personnel des enfants et n'interfèrent pas avec leur scolarité.⁹⁰ À l'inverse, le terme « travail des enfants » désigne tout « travail qui prive les enfants de leur enfance, de leur potentiel ou de leur dignité, et qui nuit à leur développement physique et mental. » Ceci inclut tout travail qui est « mentalement, physiquement, socialement ou moralement dangereux et nocif pour les enfants ; et/ou interfère avec leur scolarité. »⁹¹

Lorsque les écoles ont rouvert en mai 2020, beaucoup n'étaient pas équipées pour appliquer les protocoles de désinfection et de distanciation sociale nécessaires pour accueillir les enfants en toute sécurité pendant une pandémie. Certaines n'avaient même pas assez de lavabos pour que les enfants puissent se laver les mains. Dans l'une des écoles que nous avons visitées, il n'y avait qu'un seul lavabo pour 710 élèves répartis dans 12 classes. Beaucoup ne disposaient ni de savon, ni de gel hydroalcoolique. Par ailleurs, certaines écoles ont été confrontées à un choix difficile face à des enfants qui n'avaient pas les moyens d'acheter des masques. Exiger le port du masque signifiait que certains enfants ne pourraient pas retourner à l'école, tandis que les autoriser à se présenter sans masque posait un risque de santé publique.

Dans l'une des écoles que nous avons visitées, il n'y avait qu'un seul lavabo pour 710 élèves répartis dans 12 classes.

Pour certains enfants, la fermeture des écoles en mars a marqué la fin de l'année scolaire, et beaucoup ne sont pas revenus lorsque la classe a repris. Certains enfants dans des écoles qui exigeaient que tous les enfants portent un masque ne sont pas revenus car leurs parents n'avaient pas les moyens d'en acheter, tandis que d'autres ne sont pas revenus car les écoles ont rouvert peu avant les vacances d'été. L'absentéisme a été exacerbé par le fait que de nombreuses écoles ont appliqué des horaires décalés afin de respecter la distanciation sociale. Les enfants n'étant pas à l'école, de nombreux parents les ont amenés avec eux dans les champs pendant la journée. Même s'il n'existe pas encore de statistiques sur le travail des enfants dans la filière du cacao pendant la pandémie, ces tendances indiquent que la pandémie pourrait avoir provoqué une baisse de fréquentation des écoles et une hausse du taux de travail des enfants.

89 Voir International Labor Organization, C138 - Minimum Age Convention, 1973 (No. 138); International Labor Organization, C182 - Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182).

90 Organisation internationale du Travail, Qu'est-ce que le travail des enfants, <https://www.ilo.org/ipecc/facts/lang--fr/index.htm>.

91 *Id.*

VI. La voie à suivre

La filière de production du cacao telle qu'elle est aujourd'hui n'est durable ni pour les planteurs, ni pour les travailleurs, ni pour les enfants. Depuis mars 2020, les multinationales du chocolat ont fait des profits records, alors que les cacaoculteurs sont restés dépendants des bas prix auxquels elles achètent le cacao, ce qui s'est traduit par une fluctuation spectaculaire des revenus des producteurs pendant la pandémie. Les grandes entreprises du cacao et du chocolat possèdent les ressources et le pouvoir nécessaires pour transformer positivement la filière. Mais pour ce faire, elles doivent s'engager à un véritable changement.

Les multinationales doivent traiter les cacaoculteurs auxquels elles achètent le cacao comme des individus qui méritent dignité, respect et un revenu décent. Ceci exige que ces entreprises garantissent la transparence totale de leurs chaînes d'approvisionnement jusqu'au producteur, y compris par le traçage de ces chaînes de bout en bout et la publication des informations concernant toutes les coopératives, les *pisteurs* et les plantations auprès desquels elles s'approvisionnent. Les entreprises doivent également augmenter le prix payé pour le cacao, régler la totalité du DRD et des primes nationales, et se rapprocher du prix garantissant un revenu décent dans les dix-huit prochains mois. Elles doivent notamment s'engager à payer un prix de base de 3 166 \$ par tonne de cacao produit,⁹² soit une hausse significative par rapport au prix de base actuel, mais une étape nécessaire pour sortir les paysans de la misère. La pauvreté extrême oblige les producteurs à recourir à des formes de travail illégal pour survivre, et parfois même pour payer les dettes de la saison précédente. Les cacaoculteurs doivent pouvoir nourrir leur famille, envoyer leurs enfants à l'école et embaucher des travailleurs adultes à un salaire décent. En outre, les entreprises doivent offrir aux producteurs des contrats à long terme à prix stable, afin que le risque soit porté par elles et d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement en capacité de l'absorber. Des contrats à long terme et à prix fixe peuvent contribuer à réduire l'impact des fluctuations de prix et à répartir le risque lorsque les tendances sont à la baisse.

92 Voir Necessary Farm Gate Prices for a Living Income, *supra* note 20, p. 2; Cocoa Barometer, *supra* note 2, p. 52.

6214 N Glenwood Ave,
Chicago, IL 60660
United States

info@corpaccountabilitylab.org

 [Corpaccountabilitylab](https://www.facebook.com/Corpaccountabilitylab)

 [@CorpAcctLab](https://www.instagram.com/CorpAcctLab)

 [@CorpAcctLab](https://www.twitter.com/CorpAcctLab)